

27 MAI 1899, 179

Rennes le 27 mai 1899

Rapport

J'ai l'honneur de faire connaître à Monsieur le Commissaire Central que hier soir de 8 heures ½ à 10 heures 25 une réunion a eu lieu dans l'une des salles de l'hôtel de l'Ouest, rue Nantaise 20, devant 200 personnes appartenant au monde des étudiants du Cercle d'Etudes sociales et des commerçants.

Le président Mr Dotin, professeur à la Faculté des Sciences donne la parole à Mr Cavalier, professeur à la Faculté des Lettres qui traite l'affaire Dreyfus.

Mr Cavalier se plaint d'abord qu'à Rennes il est très difficile d'avoir une salle pour les conférences concernant l'affaire Dreyfus. On lui a refusé la Chambre du Commerce au dernier moment, etc...

L'orateur s'attache à démontrer que les plus acharnés adversaires de la révision seront les premiers à faire volte-face dès qu'ils sentiront que la partie est perdue pour eux. Ce revirement est prochain. Depuis les révélations du Figaro, ils commencent à comprendre qu'il ne leur est plus possible de lutter. De mensonges en mensonges s'en sont allés toutes les allégations de l'État-Major. Aucune n'a résisté à un examen impartial. Dossier secret ? Il n'y en a plus. Le Figaro a prouvé en divulguant les détails de l'enquête que le spectre de la guerre, naguère agité par les anti révisionnistes, n'était qu'un vain mot. Tous les témoins entendus par la Cour se récusent et déclarent n'avoir rien vu, rien entendu, mais leur opinion est que ... et voila, dit-il, tout le fond de leur déposition qui ne comporte jamais de faits précis.

Il termine en montrant déjà, comme prochaine, l'amende honorable que va faire Drumont qui commence à se ménager une sortie, ainsi que Forain dont les ignobles dessins (au point de vue de

de l'idée), ont fait tant de mal à la cause de Dreyfus. Judet du Petit Journal, subit le même sort.

Le président donne ensuite la parole à Bougaud aîné dont le discours est très violent. Bougaud fait connaître que le parti ouvrier avait décidé que l'un de ses membres prendrait la parole. Il continue en disant qu'il n'est pas orateur et il commence alors une attaque très vive et grossière parfois contre la Magistrature, la Bourgeoisie, le Capitalisme et l'Armée.

L'armée n'a pas sa raison d'être. C'était bon autrefois, alors qu'il y avait des guerres, mais maintenant la situation est changée

et au lieu de nous protéger contre des ennemis extérieurs, purement imaginaires, l'armée n'est en réalité qu'une gendarmerie colossale au service du capitalisme et de la bourgeoisie.

Revenant à l'affaire Dreyfus et faisant allusion à l'Etat Major il s'écrie : «Tous ces chamarrés et galonnés n'ont reculé devant aucun faux, car ils avaient à cœur de préserver contre la boue qui monte, leurs dorures, comme font les charlatans sur nos places publiques, soignant et arrangeant leurs oripeaux, car ça leurs rapporte de l'argents.

Plus loin parlant des mêmes et des curés il les traite de racaille.

Le président donne la parole à Maniez.

Celui-ci déclare qu'il ne s'attendait pas prendre la parole, mais qui puisqu'il en est ainsi, il fera connaître à l'auditoire les réflexions qui lui ont été suggérées par la lecture des journaux.

D'abord une question que je me suis posée. Vous rappelez-vous au lendemain de la condamnation, comment nous avons vu les royalistes, bonapartistes et cléricaux de toute nuance s'aborder dans la rue en se donnant des poignées de mains et se saluant avec une expression bien marquée de satisfaction? Y avait-il donc quelque chose de réconfortant pour le pays. Quelque chose d'heureux était-il donc arrivé ? Il n'y avait hélas, qu'un fait. La France avait fait connaître au monde entier qu'un de ses officiers l'avait châtié.

Et c'est donc de cela que tous les adversaires de la République se réjouissent.

Le spectacle était vraiment navrant. Mais le peuple a compris et si dans ce moment là il peut être trompé, il a réfléchi et a compris que sa bonne foi avait été trompée.

Ce même peuple qu'ils trompaient est pourtant le même qui sauvaient leurs femmes au bazar de la charité pendant qu'eux se sauvaient.

Il déclare ensuite que selon lui toute l'affaire a été menée et calculée par les Jésuites.

Le président donne la parole à Mr Basch.

Il entre dans les détails concernant les faits nouveaux.

Le bordereau

Le papier pelure

Contradiction entre les experts de 1894 à 1897

Les déclarations de Mr Charavay

Le suicide de Henry

L'attitude de Cavaignac dit l'imbécile national

Tentative de Déroulède

L'affaire Paléologue

Il termine en disant qu'il faut que les coupables que ceux qui ont ourdi cette affaire soient punis et passent au Conseil de guerre. Qu'il

faut réviser le code de Justice militaire. Que lorsque l'affaire Dreyfus sera terminée, l'agitation continue jusqu'à ce que les soldats soient jugés par des juges civils, seuls compétents et qui ne condamnent pas par ordre mais selon leur conscience et avec équité.

Un soldat dit-il vient à frapper un de ses supérieurs dans un moment d'égarement, il est condamné à mort. Il faut que tous les traîtres dont les noms se devinent soient jugés de même conformément aux lois.

Et lorsqu'ils seront tous punis, dit-il, en terminant, alors le peuple les renverra dédaigneusement les uns dans leurs domaines d'Ecosse, les autres dans leurs châteaux d'Allemagne.

Puis il préconise l'union entre le prolétariat et les hommes

de science et que ceux-ci viennent en aide au peuple pour l'amélioration de son sort et le guident dans sa marche vers la Justice et la transformation de l'état social, que l'affaire Dreyfus se poursuivra jusqu'à ce que ces résultats soient obtenus.

Ordre du jour :

Les citoyens réunis au nombre de deux cents le 26 mai, réclament la mise en liberté immédiate du colonel Picquart subissant injustement depuis dix mois une prévention immeritée et dont le seul tort est d'avoir montré au monde entier qu'il y avait dans l'armée Française un officier courageux et incorruptible.